



Fait à Dijon, le 11 mars 2019

COMMUNIQUE INTERSYNDICAL

Les organisations syndicales ci-dessus se sont réunies le 11 mars 2019.

Nous constatons que pour la rentrée 2019, **dans notre académie, le Rectorat prévoit la suppression d'au moins 87 postes pour les personnels enseignants**, auxquels s'ajoutent 48,5 autres postes supprimés mais rétablis en heures supplémentaires. Dans tous les établissements de l'académie, on constate que sous l'effet des réformes des lycées, les dotations horaires se resserrent, des postes sont menacés, la pression des heures sup' est plus forte, et les compléments de service se multiplient. **En collège rien qu'en Côte d'Or, on annonce déjà un solde négatif de 10 postes**, avec, pour 19 ouvertures, 29 fermetures dont 9 avec mesure de carte scolaire.

Les moyens sont notoirement insuffisants. Dans toute la Fonction publique, c'est la même logique. C'est pourquoi le 19 mars, la question de la grève se pose à la fois dans l'Éducation Nationale et à un niveau interprofessionnel.

Nous appelons à la **GRÈVE LE 19 MARS 2019**

et à une **MANIFESTATION A 14H30 PLACE DE LA LIBÉRATION.**

Nous appelons à la tenue d'AG dans tous les établissements, pour envoyer des délégués à une **Assemblée Générale en fin de manifestation** (dans les locaux de la FSU au 45 rue Parmentier). Il s'agit de mettre en discussion la reconduite de la grève et les initiatives de mobilisation nécessaires le jour de la tenue du CTA qui actera les suppressions de postes (rassemblement devant le Rectorat le 22 mars).

Ce qu'il faut mettre à l'ordre du jour, c'est la grève jusqu'à satisfaction des revendications :

- *Abrogation des réformes des lycées (voies Générale, Technologique et Professionnelle) ;*
- *Abrogation de la loi ORE (Orientation et Réussite des Étudiants), et de Parcoursup ;*
- *Retrait de la loi Blanquer « pour une école de la confiance »*
- *Maintien des 42 régimes de retraite existants. Non à un régime unique par points ;*
- *Arrêt des suppressions de postes ;*
- *Revalorisation significative du point d'indice, pour un rattrapage des pertes de pouvoir d'achat subies depuis 2010.*